

IV

DISCOURS de Monsieur Patrice de VOGUE

DEJEUNER du 15 SEPTEMBRE 1971
à VAUX-LE-VICOMTE

Ma femme et moi-même sommes particulièrement heureux d'accueillir à Vaux les Membres de votre Congrès qui s'est fixé pour tâche d'inventorier les grands jardins et de cerner les techniques actuellement mises en oeuvre pour conserver les plus remarquables d'entre eux.

Votre souci est né de votre inquiétude.

Certes, le jardin personnel et privé - le jardinet, dirons-nous sans irrespect - ne paraît pas menacé. Mais, mieux que quiconque, vous savez que les jardins exemplaires sont progressivement abandonnés, que la nature y reprend ses droits, et qu'enfin le béton se substitue à la verdure.

Votre inquiétude est fondée. C'est pourquoi votre travail doit s'inspirer de l'avertissement dont je vous renouvelle les termes :

"Exemples privilégiés de l'effort humain pour épouser et dépasser la nature, les jardins sont trop compromis dans leur avenir proche et menacés de trop de désastres pour que la réflexion des spécialistes n'aboutisse pas, pour une fois, à autre chose qu'à de sages recommandations, dont la politique ne fait rien."

Que se passe-t-il ?

Les jardins exemplaires se trouvent rangés dans cette catégorie d'activités créatrices apparemment inadaptées à notre temps et à celui de l'avenir. En effet, les activités humaines ont cessé d'être individuelles pour devenir collectives.

Cette mutation fondamentale de la vie sociale a été perçue et assimilée par la fonction politique et la fonction industrielle. Malheureusement, elle est en conflit avec les traditions du domaine culturel. C'est pourquoi les oeuvres du passé, telles que l'architecture de pierre ou de verdure, dépérissent. C'est aussi la raison de l'inexistence, dans l'Europe d'aujourd'hui, d'un seul grand jardin créé depuis trente ans. Vous constatez, non seulement que le jardinier et le paysagiste sont absents des innombrables et considérables chantiers de construction, mais que les forces qui manipulent les espaces n'ont aucun souci ni pour les témoignages du passé, ni aucune volonté créatrice d'espaces verts aménagés, exception faite d'un ou deux exemples tels que l'extraordinaire Centre de la GENERAL MOTORS aux Etats-Unis.

Est-ce à dire qu'aucune des puissances, publiques ou privées, n'aménagera pour les collectivités de demain de nouveaux grands jardins, dont vous avez sous les yeux un exemple parfait ?

La rose, le lys, les arbustes d'ornement seront-ils cantonnés à de minuscules jardinets jalousement dissimulés aux yeux des foules agglomérées sur des hectares d'asphalte et de béton ?

Telle est pourtant actuellement la tendance.

Dans une ville comme Paris, l'esplanade des Invalides devient un parc à voitures ; le Bois de Boulogne est rongé par une autoroute. L'un des plus beaux jardins à la française demeure dans les cartons depuis trois siècles, son espace désert, et l'Etat a préféré construire des serres productrices de ficus et de caoutchoucs pour les cérémonies officielles.

Vous souhaitez favoriser la création d'oeuvres nouvelles, et pour cela l'inventaire auquel vous vous êtes attachés rassemblera les exemples, l'enseignement, sans lesquels il n'y a pas de poursuite possible.

Soyons nets : vous ne parviendrez pas à enrayer la disparition actuelle des grands jardins sans l'appui de la Puissance politique.

A cet égard, je voudrais attirer votre attention sur un phénomène classique : la Puissance publique des Etats démocratiques est plus sensible aux exigences du plus grand nombre qu'à celles des minorités infimes. Elle est plus sensible aux souffrances des malades, aux besoins des vieillards, à ceux des automobilistes - toutes catégories nombreuses en représentants - qu'elle ne l'est aux appels de quelques jardiniers. Pour que la voix de ces derniers soit entendue, il faut qu'un certain nombre de catastrophes se produisent. Ce n'est qu'alors que naissent les lois de protection ; c'est ainsi qu'est née la loi de 1913 en matière de Monuments Historiques. Elle a mis fin à un siècle de démolitions intempestives : sans ces ravages, elle n'aurait pas vu le jour. En matière de jardins - encore moins nombreux que les Monuments de pierre -, les voix en faveur de leur sauvegarde doivent donc sonner à l'oreille de la Puissance publique avec encore plus d'urgence et plus de vigueur.

Vous devez donc capter l'attention de la Puissance publique (dans le cadre, encore une fois, d'une action fermement justifiée et dirigée au profit de la collectivité) et dégager une volonté de sauvegarde et de création.

Il restera donc à résoudre le problème du financement

Il serait vain, en effet, de déclarer les jardins en quelque sorte d'"utilité publique", si leur maintien ou leur création devait se traduire par une charge financière telle que toute richesse, aujourd'hui le plus souvent soucieuse de rentabilité, se détournerait d'eux.

Cette charge financière a deux aspects :

1°)- la valeur du terrain,

2°)- le prix de la qualité de la main-d'oeuvre.

Vous savez mieux que moi que l'impôt foncier qui frappe les jardins d'agrément est, de toutes les catégories de sol non bâti, celle qui est frappée du tarif le plus élevé, et ce dans tous nos pays. S'agissant de jardins d'agrément dont le revenu s'exprime en plaisir et en jouissance du regard, cette première charge foncière est totalement décourageante.

Cette charge va augmenter considérablement au cours des vingt-cinq prochaines années : ce n'est pas une supposition, c'est une conclusion logique.

Cette charge énormément lourde, frappant une terre dont la seule vocation est la beauté, n'incitera ni à la création ni à la conservation. Déjà, à l'heure actuelle, il est démontré que la création et l'entretien d'un hectare de jardin fleuri ruinent son propriétaire, alors que le même propriétaire s'enrichit considérablement à stocker des ordures sur le même hectare. A condition d'être accessible au plus grand nombre et de participer ainsi à l'équilibre béton - verdure dont les hommes auront de plus en plus besoin, vous pourrez faire admettre l'atténuation d'un impôt dévorant.

Le problème de la main-d'oeuvre se pose dans les termes suivants. Essentielle au jardin d'agrément qui nécessite la perfection, cette main-d'oeuvre doit être nombreuse et spécialisée. Dès lors, l'alternative est la suivante : trouver beaucoup de main-d'oeuvre à faible salaire, ce qui n'est pas la tendance d'avenir, ou alors, avec le même budget, accepter les tarifs élevés vers lesquels l'industrie mène l'échelle des salaires, et renoncer à une certaine perfection du travail.

Lorsque vous lisez que les meilleures exploitations agricoles des Etats-Unis consacrent un homme pour 800 hectares, grâce à la conjugaison d'un matériel de haut rendement et d'un planning de jachères, vous aurez du mal à convaincre une collectivité ou un particulier de consacrer

un homme pour 6 hectares. Ce chiffre est de l'ordre de celui que réclame un jardin à la française ; si le projet du jardinier comporte des fleurs, vous serez obligé de prévoir environ un homme par demi-hectare.

Il faudra tenir compte également de l'automation, agent principal du travail futur. Cette technique, qui décuplera la productivité de l'homme et diminuera son effort physique, augmentera le coût de l'heure de travail. Applicable sans doute partiellement seulement aux jardins, elle contribuera elle aussi à rapprocher les salaires du jardinier et de l'ouvrier spécialisé.

Enfin, quelle que soit la passion d'un homme pour le jardinage, il doit faire vivre sa famille et élever ses enfants. Pour ce faire, il renoncera à sa passion si la grande chaîne de construction automobile paie son heure de travail deux ou trois fois plus que le jardinier.

Il est donc indispensable que la fonction de jardinier puisse rattraper les niveaux de salaires courants dans l'industrie et les services, si l'on veut ne pas voir disparaître ce beau métier, et avec lui ses champs d'action. Une concertation avec la Puissance publique est, là encore, nécessaire.

Enfin, en admettant ces deux problèmes de financement résolus, il reste à faire en sorte que la vocation de jardinier survive et qu'elle ne soit pas mal orientée.

A l'heure actuelle, je ne suis pas certain que toutes nos écoles d'horticulture permettent d'atteindre cet objectif. Je suis frappé de constater qu'on n'y forme que des chefs, dont l'ambition est bien davantage de dessiner le jardin que de le ratisser, de le tondre, de le repiquer, etc. Ces travaux, lorsqu'on en parle, paraissent ne nécessiter aucune qualification. C'est une erreur grave de le croire. Aucune école ne remplace complètement l'enseignement d'une longue expérience d'aspect modeste et humble, mais qui a fourni à ceux qui l'ont acceptée la véritable connaissance, et plus que la maîtrise d'un métier, celle d'un art.